

|  |
| --- |
| **MISE EN PLACE ET GESTION D’UN PROGRAMME D’AFFILIATION POUR LA BOUTIQUE EN LIGNE DE L’IGN ET PRESTATIONS ASSOCIÉES**  **DÉCLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT** |

|  |
| --- |
| **A – Identification de l’acheteur** |

Institut national de l’information géographique et forestière (IGN)

73, avenue de Paris – 94165 SAINT-MANDÉ

Tél. : 01 43 98 80 00

1. Service chargé de la passation du marché : Service des achats et des marchés / Département des marchés
2. 73, avenue de Paris – 94165 SAINT-MANDÉ
3. Tél. : 01 43 98 82 16

Courriel : [marches-publics@ign.fr](mailto:marches-publics@ign.fr)

|  |
| --- |
| **B – Objet du marché** |

Le présent marché porte sur la mise en place et la gestion d’un programme d’affiliation pour la boutique en ligne de l’IGN, ainsi que sur des prestations associées.

Le marché n’est pas alloti.

|  |
| --- |
| **C – Identification du candidat individuel ou du membre du groupement** |

**C1 – Cas général**

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale) :

Adresse électronique :

Numéros de téléphone :

Numéro de SIRET :

Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

**C2 – Cas particuliers en cas de marché public réservé**

| **Statut du candidat individuel ou du membre du groupement** | |
| --- | --- |
| Entreprise adaptée ([article L. 5213-13](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903712&dateTexte=&categorieLien=cid) du code du travail) ou structures équivalentes | Le contrat d’objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d’entreprise adaptée délivré par la direction régionale chargée de l’emploi et de la formation professionnelle ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle ce document est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : | |
| Établissement et service d’aide par le travail  ([articles L. 344-2 et s](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074069&idArticle=LEGIARTI000006797692&dateTexte=&categorieLien=cid). du code de l’action sociale et des familles) ou structures équivalentes | Indiquer ci-dessous la date de publication au recueil des actes administratifs de l’arrêté préfectoral portant autorisation de création :  Lorsqu’il n’y a pas eu de publication de l’arrêté au recueil des actes administratifs, la preuve de la reconnaissance du statut d’établissement ou de service d’aide par le travail ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : | |
| Structures d’insertion par l’activité économique ([article L.5132-4](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903498) du code du travail) ou structures équivalentes | La preuve de la reconnaissance du statut de structure d’insertion par l’activité économique ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : | |
| Entreprises de l’économie sociale et solidaire  (article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014) ou structures équivalentes (sauf marché de défense ou de sécurité) | La preuve de la qualification d’entreprise de l’économie sociale et solidaire ou de structure équivalente sera à produire.  Le cas échéant, indiquer l’adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :   * Adresse internet : * Renseignements nécessaires pour y accéder : | |

|  |
| --- |
| **D – Renseignements relatifs à l’aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée par le contrat** |

**D1 – Renseignements sur l’inscription sur un registre professionnel :**

**D2 – Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l’autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l’organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d’origine, le service concerné :**

**D3 – Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :**

- Adresse(s) internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **E – Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement** |

**E1 – Chiffres d’affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Exercice du .................. au ..................** | **Exercice du .................. au ..................** | **Exercice du .................. au ..................** |
| Chiffre d’affaires global |  |  |  |
| Part du chiffre d’affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché | % | % | % |
| Lorsque les informations sur le chiffre d’affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l’opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :  **…/…/…** | | | |

**E2 – Le cas échéant, autres informations requises par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière :**

**E3 – Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :**

- Adresse(s) internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

|  |
| --- |
| **F – Renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles du candidat individuel ou du membre du groupement** |

**F1 – Le candidat fournit les renseignements demandés par l’acheteur dans le règlement de consultation au titre des capacités techniques et professionnelles, qu’il peut récapituler ici :**

**F2 – Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :**

- Adresse(s) internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

**F3 – Égalité professionnelle**

Le Ministère de l’écologie s’engage dans son **Plan interministériel pour l’égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027** à garantir l’accès des femmes aux mêmes opportunités professionnelles et aux mêmes niveaux de rémunération que les hommes. Cette démarche est essentielle pour atteindre l’égalité réelle. Les mesures portées dans l’axe 3 de ce plan ont pour ambition de renforcer l’action de l’État auprès des entreprises afin de favoriser les actions vertueuses, en sensibilisant les acheteurs publics à leurs obligations en matière d’égalité professionnelle et salariale.

Ainsi, l’article L. 1142-8 du code du travail stipule que **dans les entreprises d'au moins cinquante salariés**, l'employeur publie chaque année des indicateurs relatifs aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes et aux actions mises en œuvre pour les supprimer.

**Le candidat atteste avoir effectué la déclaration annuelle définie à l’article L. 1142-8 du code du travail**

|  |
| --- |
| **G – Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s’appuie pour présenter sa candidature** |

| **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement, adresse électronique, numéros de téléphone et de SIRET de l’opérateur sur les capacités duquel le candidat individuel ou le membre du groupement s’appuie** | |
| --- | --- |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

|  |
| --- |
| **H – Renseignements spécifiques aux marchés publics de défense ou de sécurité** |

**H1 – Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement :**

**H2 – Documents, renseignements ou justificatifs permettant d’évaluer si le candidat individuel ou le membre du groupement répond aux critères d’accessibilité à la procédure indiquée dans l’avis d’appel à la concurrence** (uniquement lorsque l’acheteur a ouvert la procédure de passation aux opérateurs économiques des pays tiers à l’Union européenne ou à l’Espace économique européen) :